

## POLITIQUE ECONOMIQUE

### Projet de loi n° 498 pour le pouvoir d'achat

#### Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 12 décembre 2007 par M. François Fillon, Premier ministre et M. Xavier Bertrand, ministre du travail, des relations sociales et de la solidarité

Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales - Rapporteur : M. Pierre Morange (12 décembre 2007) - Rapport n° 504 (12 décembre 2007) - Renvoi pour avis à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan - Rapporteur pour avis : M. Jérôme Chartier (12 décembre 2007) - Avis n° 503 (12 décembre 2007) - Urgence déclarée le 12 décembre 2007

Discussion les 18, 19 et 20 décembre 2007 - Adoption le 20 décembre 2007 - Projet de loi n° 76

#### Sénat (première lecture)

Dépôt le 21 décembre 2007 - N° 151 (2007-2008)

Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapporteur : M. Nicolas About - Rapport n° 166 (2007-2008) (16 janvier 2008) commun avec la proposition de loi n° 116 (2007-2008) - Renvoi pour avis à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation - Rapporteur pour avis : M. Serge Dassault - Avis n° 172 (2007-2008) (22 janvier 2008) commun avec la proposition de loi n° 116 (2007-2008)

Discussion les 23 et 24 janvier 2008 - Adoption le 24 janvier 2008 - Projet de loi n° 52 (2007-2008)

#### Assemblée nationale (deuxième lecture)

Dépôt le 25 janvier 2008 - N° 631

Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

#### Commission mixte paritaire

Nomination le 26 janvier 2008 (J.O. p. 1594) - Réunion le 29 janvier 2008 - Bureau (J.O. p. 1785)

#### Assemblée nationale (commission mixte paritaire)

Rapporteur : M. Georges Colombier - Rapport n° 633 (29 janvier 2008)

Discussion et adoption le 31 janvier 2008 - Projet de loi n° 90

#### Sénat (commission mixte paritaire)

Rapporteur : M. Nicolas About - Rapport n° 180 (2007-2008) (29 janvier 2008)

Discussion et adoption définitive le 31 janvier 2008 - Projet de loi n° 55 (2007-2008)

#### Promulgation

**Loi n° 2008-111 du 8 février 2008 publiée au J.O. du 9 février 2008 (p. 2451)**

## PREMIÈRE LECTURE

### Avant la discussion des articles [18 décembre 2007] (p. 5392, 5405) ; [19 décembre 2007] (p. 5437)

#### Interventions du Gouvernement

M. Xavier Bertrand (p. 5392) ; Mme Christine Lagarde (p. 5395)

#### Présentation du rapport de la commission des affaires culturelles

M. Pierre Morange (p. 5396)

#### Présentation de l'avis de la commission des finances

M. Jérôme Chartier (p. 5398)

#### Intervention du président de la commission des finances

M. Didier Migaud (p. 5399)

#### Rappel au règlement

*M. Jean-Marc Ayrault demande des précisions sur la présence des ministres concernés par le projet de loi ; souligne que le Gouvernement ne peut pas à la fois être maître de l'ordre du jour et faire preuve de désinvolture [18 décembre 2007] (p. 5400) ; M. Bernard Accoyer souligne qu'il est également très attaché à ce que l'on respecte l'Assemblée nationale (p. 5400) ; M. Xavier Bertrand précise qu'il se tient à la disposition des députés tout en étant néanmoins tenu d'être présent à la conférence sociale organisée à l'Élysée (p. 5400)*

#### Rappel au règlement

*M. Frédéric Lefebvre demande au groupe socialiste, radical et citoyen d'avoir une attitude constructive [18 décembre 2007] (p. 5401) ; M. Jean-Marc Ayrault précise qu'il n'intervient pas dans un esprit de polémique mais qu'il souhaite que le Gouvernement respecte l'Assemblée nationale (p. 5401)*

#### Exception d'irrecevabilité : rejetée (p. 5414)

Soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5405)

Soutenue par M. Jérôme Cahuzac (p. 5405)

Interventions du Gouvernement : M. Xavier Bertrand (p. 5410) ; Mme Christine Boutin (p. 5411)

Intervention du président de la commission des affaires culturelles : M. Pierre Méhaignerie (p. 5412)

Explications de vote : M. Pierre-Alain Muet (p. 5412) ; M. Jean-Claude Sandrier (p. 5412) ; M. Philippe Vigier (p. 5413) ; M. Frédéric Lefebvre (p. 5413)

#### Question préalable : rejetée (p. 5420)

Opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5414)

Soutenue par M. Jean-Yves Le Bouillonnet (p. 5414)

Intervention du Gouvernement : Mme Christine Boutin (p. 5417)

Explications de vote : M. Michel Issindou (p. 5418) ; M. Jean-François Lamour (p. 5419) ;

M. Jean-Claude Sandrier (p. 5420) ; M. Philippe Vigier (p. 5420)

#### Discussion générale

M. Philippe Vigier (p. 5437) ; M. Frédéric Lefebvre (p. 5439) ; M. Gaëtan Gorce (p. 5442) ; M. Jean-Claude Sandrier (p. 5444) ; M. Jean-François Lamour (p. 5446) ; Mme Françoise Imbert (p. 5447) ; M. Lionnel Luca (p. 5448) ; Mme Christiane Taubira (p. 5449) ; Mme Annick Le Loch (p. 5450) ; M. Lionel Tardy (p. 5451) ; M. Jean-Pierre Balligand (p. 5451) ; M. Gérard Gaudron (p. 5452) ; M. Bruno Le Maire (p. 5453) ; M. Georges Tron (p. 5453) ; M. Patrick Roy (p. 5454)

#### Interventions du Gouvernement

Mme Christine Boutin (p. 5455) ; M. Xavier Bertrand (p. 5456)

#### Intervention du président de la commission des affaires culturelles

M. Pierre Méhaignerie (p. 5458)

#### Rappel au règlement

*M. Jean-Marc Ayrault partage les inquiétudes de M. Pierre Méhaignerie, Président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales concernant les conditions de travail de l'Assemblée nationale ; demande que l'opposition soit respectée [19 décembre 2007] (p. 5459) ; M. Xavier Bertrand insiste sur le caractère constitutionnel du dépôt, et de l'adoption, d'amendements ; détaille la position gouvernementale sur le travail le dimanche (p. 5460)*

#### Rappel au règlement

*M. Frédéric Lefebvre invite M. Ayrault et le groupe socialiste à débattre avec la majorité de la Taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers (TIPP) [19 décembre 2007] (p. 5459) ; M. Jean-Marc Ayrault répond à M. Lefebvre qu'il n'accepte pas de leçons de démocratie sociale, ni de sa part, ni de celle du Gouvernement (p. 5462)*

#### Motion de renvoi en commission : rejetée (p. 5469)

De M. Jean-Claude Sandrier (p. 5462)  
Soutenue par Mme Martine Billard (p. 5462)  
Explications de vote : M. Christian Eckert (p. 5467) ; M. Jean-Claude Sandrier (p. 6467) ; M. Frédéric Lefebvre (p. 5468) ; M. Philippe Vigier (p. 5468)

#### Discussion des articles [19 décembre 2007] (p. 5474) ; [20 décembre 2007] (p. 5538, 5559)

Interventions du rapporteur dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements : M. Pierre Morange (p. 5474 et s.)

Interventions du Gouvernement dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements : M. Xavier Bertrand (p. 5474 et s. à la p. 5556) ; Mme Christine Boutin (p. 5561 et s.)

#### Avant l'article 1er

Adt n° 62 de M. Philippe Vigier (obligation pour les opérateurs de téléphonie mobile de donner à leurs clients une information détaillée sur leur consommation personnelle) (p. 5474) : retiré (p. 5475)

Adt n° 66 de M. Jérôme Cahuzac (augmentation de la prime pour l'emploi) : rejeté (p. 5475)

Adt n° 130 de M. Jean-Claude Sandrier (abaissement du taux normal de TVA financé par une hausse des taux de l'impôt sur les sociétés et des tranches supérieures de l'impôt sur le revenu) : rejeté (p. 5475)

Adt n° 64 de M. Jean-Pierre Balligand (baisse du taux normal et du taux réduit de TVA) (p. 5475) : rejeté (p. 5476)

Adt n° 63 de M. Jérôme Cahuzac (baisse du taux réduit de TVA) : rejeté (p. 5476)

Adt n° 134 de M. Jean-Claude Sandrier (baisse du taux de TVA dans le secteur alimentaire) : rejeté (p. 5476)

Adt n° 65 de M. Jérôme Cahuzac (baisse du taux de TVA pour les fruits et légumes) : rejeté (p. 5476)

Adt n° 84 de Mme Martine Billard (plafonnement des dépassements d'honoraires médicaux) (p. 5476) : rejeté (p. 5477)

Adt n° 7 de Mme Martine Billard (incitation à la consommation de fruits et légumes) : rejeté (p. 5477)

Adt n° 39 de Mme Martine Billard (suppression de la réduction dégressive des cotisations patronales de sécurité sociale établie en fonction de la rémunération horaire du salarié) (p. 5477) : rejeté (p. 5478)

Adt n° 40 de Mme Martine Billard (subordination de la réduction dégressive des cotisations patronales de sécurité sociale aux mesures à portée sociale prises par l'entreprise) (p. 5478) : rejeté (p. 5479)

Adt n° 41 de Mme Martine Billard (subordination de la réduction dégressive des cotisations patronales de sécurité sociale aux mesures à portée environnementale prises par l'entreprise) (p. 5478) : rejeté (p. 5479)

Adt n° 137 rectifié de M. Jean-Claude Sandrier (allègement de cotisations sociales lié à l'augmentation des salaires décidée dans le cadre d'un accord majoritaire avec les syndicats) (p. 5479) : rejeté (p. 5480)

Adt n° 142 de M. Gaëtan Gorce (allègement de cotisations sociales lié à l'augmentation des salaires décidée dans le cadre d'un accord d'entreprise ou d'un accord de branche) (p. 5479) : rejeté (p. 5480)

Adt n° 44 de Mme Martine Billard (relèvement des minima de branche au niveau du SMIC) : retiré (p. 5480)

Adt n° 43 de Mme Martine Billard (suppression des exonérations de cotisations et contributions patronales pour les entreprises relevant de

branches dans lesquelles les minima salariaux sont inférieurs au SMIC) : rejeté (p. 5480)

Adt n° 8 de Mme Martine Billard (interdiction de licencier un salarié pour le motif de refus d'effectuer des heures supplémentaires) : rejeté (p. 5480)

Adt n° 33 de Mme Marisol Touraine (majoration de la contribution d'assurance chômage des employeurs abusant des emplois précaires) (p. 5480) : rejeté (p. 5482)

Adt n° 30 de Mme Marisol Touraine (majoration des cotisations sociales patronales des employeurs abusant du travail à temps partiel) : rejeté (p. 5482)

Adt n° 35 de M. François Brottes (retour de droit au tarif réglementé du gaz et de l'électricité pour les personnes succédant dans un logement à une personne ayant opté pour le tarif libre) (p. 5482) : rejeté (p. 5483)

Adt n° 9 de Mme Martine Billard (subordination de l'exonération de charges sociales sur les heures supplémentaires à l'absence de demande, de la part des salariés à temps partiel, d'effectuer des heures complémentaires) (p. 5483) : rejeté (p. 5484)

Adt n° 28 de M. Jérôme Cahuzac (mise en place du chèque transport obligatoire) : rejeté (p. 5484)

Adt n° 29 de Mme Martine Billard (rapport au Parlement sur l'obligation de prise en charge par l'employeur des frais de transport du salarié) (p. 5484) : rejeté (p. 5485)

Adt n° 45 de Mme Martine Billard (rapport au Parlement sur la baisse de pouvoir d'achat entraînée par la franchise médicale) : rejeté (p. 5485)

Adt n° 46 de Mme Martine Billard (rapport au Parlement sur le rôle des transformateurs intermédiaires de produits laitiers dans l'augmentation de leur prix de vente) (p. 5485) : rejeté (p. 5486)

Adt n° 47 de Mme Martine Billard (rapport au Parlement sur la création d'un Fonds national pour la promotion de la nutrition) (p. 5485) : rejeté (p. 5486)

*Article 1er (modalités de conversion en argent d'un certain nombre de droits à congés) (p. 5486) : adopté après modification (p. 5506)*

Interventions : M. Pierre-Alain Muet (p. 5486 et s., 5501) ; M. Lionel Tardy (p. 5487) ; M. Jean-Claude Sandrier (p. 5487) ; M. Jérôme Chartier (p. 5492 et s.) ; M. Patrick Roy (p. 5494) ; M. Régis Juanico (p. 5494) ; M. Jean-Yves Le Bouillonnet (p. 5495 et s.) ; M. Frédéric Lefebvre (p. 5495 et s.) ; M. Xavier Bertrand (p. 5496 et s.) ; Mme Marisol Touraine (p. 5497 et s.) ; Mme Marylise Lebranchu (p. 5497 et s.) ; Mme Martine Billard (p. 5498) ; M. Jean-Marc Ayrault (p. 5498)

Adts identiques n°s 10 et 98

Adt n° 10 de Mme Martine Billard (de suppression) (p. 5489)

Adt n° 98 de M. Gaëtan Gorce (de suppression) (p. 5490)

Adts n°s 100 et 113 de M. Gaëtan Gorce (p. 5493 et s.)

Adt n° 114 de M. Gaëtan Gorce : SCRUTIN PUBLIC (p. 5494)

Adt n° 1 de la commission des finances (p. 5495) : adopté après modification et rectification (suppression du gage) (p. 5499)

Sous-adt n° 173 du Gouvernement (p. 5495) : adopté (p. 5499)

#### *Rappel au règlement*

*M. Jean-Marc Ayrault fait observer à M. Lefebvre que l'UMP a repris, en déposant un amendement sur consigne de l'Elysée, la position des députés socialistes sur l'exonération de la redevance audiovisuelle après s'y être opposés [19 décembre 2007] (p. 5496)*

#### *Rappel au règlement*

*M. Philippe Vigier indique à M. Ayrault que M. Lefebvre a voté en commission l'amendement sur l'exonération de la redevance audiovisuelle [19 décembre 2007] (p. 5496)*

Adt n° 115 de M. Gaëtan Gorce (p. 5499)

Adts n°s 12 et 11 de Mme Martine Billard (p. 5500)

Adts n°s 116, 117, 99, 101 à 107 de M. Gaëtan Gorce (p. 5501 et s.)

Adt n° 58 de M. Philippe Vigier : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 5502)

Adt n° 108 de M. Gaëtan Gorce (p. 5502)

Adt n° 14 de Mme Martine Billard (p. 5502)

Adt n° 95 de M. Jérôme Chartier (p. 5502) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 5503)

Adt n° 120 de M. Gaëtan Gorce (p. 5503)

Adt n° 15 de Mme Martine Billard : SCRUTIN PUBLIC (p. 5503)

Adt n° 118 de M. Gaëtan Gorce (p. 5504)

#### *Rappel au règlement*

*M. Patrick Roy considère que le vote, évoqué par le Gouvernement, des salariés de Continental qui s'est avéré favorable à une augmentation de la durée du travail s'est déroulé sous la pression [19 décembre 2007] (p. 5504) ; M. Xavier Bertrand considère graves les propos de M. Roy sur le vote des salariés de Continental dont il rappelle que son résultat est sans équivoque ; invoque l'intérêt des salariés de France Télécom et de la majorité des Français pour le rachat des journées de RTT (p. 5505)*

*Rappel au règlement*

*Mme Martine Billard conteste l'affirmation du ministre du travail, des relations sociales et de la solidarité sur l'intérêt des salariés pour le rachat des journées de RTT [19 décembre 2007] (p. 5505)*

Adt n° 59 rectifié du Gouvernement : adopté (p. 5505)

Adt n° 94 rectifié de M. Frédéric Lefebvre (p. 5505)

Adts n°s 109 et 110 de M. Gaëtan Gorce (p. 5505 et s.)

Adt n° 111 de M. Gaëtan Gorce : adopté (p. 5506)

Adt n° 112 de M. Gaëtan Gorce (p. 5506)

*Après l'article 1er*

Adt n° 161 de M. Pierre Morange (exonération complète de charges sociales des droits convertis en argent par le salarié dans le cadre du compte épargne-temps) (p. 5538) : retiré (p. 5539)

Adt n° 163 rectifié de M. Pierre Morange (garantie des droits accumulés dans un compte épargne-temps) : adopté (p. 5539)

Adt n° 80 de M. Jérôme Cahuzac (délibération de l'assemblée des actionnaires sur le rapport entre la plus haute et la plus basse rémunération au sein de l'entreprise) : rejeté (p. 5539)

Adt n° 82 de M. Jean-Pierre Balligand (attribution à tous les salariés d'au moins la moitié de la plus-value d'acquisition des stock options) : rejeté (p. 5539)

Adt n° 26 de Mme Martine Billard (suppression de l'exonération fiscale liée à la production d'agrocarburants) (p. 5539) : rejeté (p. 5540)

*Adts identiques n°s 27 et 69*

Adt n° 27 de Mme Martine Billard (suppression de l'exonération de TIPP bénéficiant au transport aérien) (p. 5540) : rejeté (p. 5541)

Adt n° 69 de M. Jérôme Cahuzac (suppression de l'exonération de TIPP bénéficiant au transport aérien) (p. 5540) : rejeté (p. 5541)

Adt n° 67 de M. Jérôme Cahuzac (prélèvement exceptionnel sur les entreprises pétrolières) : rejeté (p. 5541)

Adt n° 68 de M. Jérôme Cahuzac (prélèvement exceptionnel sur les entreprises pétrolières modulé selon leurs investissements en matière de recherche énergétique) : rejeté (p. 5541)

Adt n° 42 de M. Jérôme Cahuzac (contribution sociale au taux de 8 % pour les stock-options) : rejeté (p. 5541)

Adt n° 48 de M. Pierre Méhaignerie (conversion du repos compensateur de remplacement en une majoration salariale) (p. 5541) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 5543)

*Article 2 (déblocage anticipé des sommes attribuées au titre de la participation aux résultats de l'entreprise) (p. 5543) : adopté (p. 5546)*

Intervenant : M. Jérôme Chartier (p. 5544)

Adt n° 37 de M. Jean-Pierre Balligand (de suppression) (p. 5543)

Adt n° 38 de M. Jean-Pierre Balligand (p. 5546)

*Après l'article 2*

Adt n° 70 de M. Jérôme Cahuzac (abrogation du bouclier fiscal) : rejeté (p. 5546)

Adt n° 71 de M. Jérôme Cahuzac (suppression du droit à restitution de la fraction des impositions qui excède le seuil de 50 % des revenus du contribuable) (p. 5546) : rejeté (p. 5547)

Adt n° 83 de M. Jean-Pierre Balligand (exclusion du droit à restitution de l'imposition sur le revenu due au titre des plus-values de cession des stock options) : rejeté (p. 5547)

Adt n° 77 de M. Jean-Pierre Balligand (octroi de stock-options conditionné à un accord d'intéressement) : rejeté (p. 5547)

Adt n° 87 de M. Patrick Ollier (relèvement à 250 du nombre maximal de salariés permettant aux dirigeants d'entreprises de bénéficier des dispositifs d'intéressement) (p. 5547) : retiré (p. 5550)

Adt n° 78 de M. Jean-Pierre Balligand (obligation pour les entreprises de moins de 50 salariés de mettre en œuvre le dispositif de participation) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 5550)

Adt n° 79 de M. Jean-Pierre Balligand (obligation pour les entreprises d'au moins 10 salariés de mettre en œuvre le dispositif de participation) (p. 5550) : rejeté (p. 5551)

Adt n° 93 rectifié de M. Patrick Ollier (modalités d'application du dispositif de participation dans les entreprises de moins de 50 salariés) (p. 5547) : retiré (p. 5550) ; repris par M. Jean-Pierre Balligand (p. 5550) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 5551)

Adt n° 88 de M. Patrick Ollier (ouverture aux dirigeants des entreprises de moins de 50 salariés du dispositif de participation) (p. 5547) : retiré (p. 5550)

Adt n° 170 de M. Jean-Pierre Balligand (information des organisations syndicales sur la part respective des salaires et des rémunérations alternatives aux salaires) : rejeté (p. 5551)

*Article 3 (versement d'une prime exceptionnelle aux salariés des entreprises qui ne sont pas assujetties au régime de la participation) (p. 5551) : adopté (p. 5554)*

Interventions : M. Alain Joyandet (p. 5551) ; Mme Martine Billard (p. 5552) ; M. Jérôme Chartier (p. 5553) ; M. Jean-Yves Le Bouillonnet (p. 5554)

Adt n° 158 de M. Jérôme Chartier (p. 5553)

Adts n<sup>os</sup> 165 et 164 de M. Alain Joyandet (p. 5553)

Adt n<sup>o</sup> 2 de la commission des finances (p. 5553)

Adt n<sup>o</sup> 13 de Mme Martine Billard (p. 5554)

Adt n<sup>o</sup> 81 de M. Jean-Pierre Balligand (p. 5554)

#### *Après l'article 3*

Adt n<sup>o</sup> 54 de M. Arnaud Montebourg (définition de l'action de groupe) : rejeté (p. 5554)

Adt n<sup>o</sup> 32 de M. Jean Gaubert (abrogation de l'article L.441-7 du code de commerce relatif à la coopération commerciale entre fournisseur et distributeur) : rejeté (p. 5554)

Adt n<sup>o</sup> 53 de M. Jean Gaubert (transparence de la publicité en matière de crédit à la consommation) : rejeté (p. 5554)

Adt n<sup>o</sup> 51 de M. Jean Gaubert (interdiction de la publicité des crédits renouvelables) : rejeté (p. 5554)

Adt n<sup>o</sup> 52 de M. Alain Vidalies (créance en matière de crédit à la consommation : inopposabilité à la personne, membre d'une communauté ou d'une indivision qui ne l'a pas expressément acceptée) : rejeté (p. 5554)

Adt n<sup>o</sup> 50 de M. Jean Gaubert (interdiction de démarchage et restrictions de publicité en faveur des crédits renouvelables) : rejeté (p. 5554)

Adt n<sup>o</sup> 34 de M. Jérôme Cahuzac (crédit à la consommation : responsabilités en matière de solvabilité) : rejeté (p. 5554)

Adt n<sup>o</sup> 36 de M. Jérôme Cahuzac (crédit à la consommation : encadrement du taux en matière de prêts à taux variable) : rejeté (p. 5554)

Adt n<sup>o</sup> 16 de Mme Martine Billard (aides publiques au logement conditionnées au respect du label "haute performance énergétique") (p. 5554) : rejeté (p. 5555)

Adt n<sup>o</sup> 155 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (quota de logements sociaux dans le cadre de projets de construction ou de réhabilitation de logements au sein des communes mentionnées à l'article 55 de la loi SRU) (p. 5555) : rejeté (p. 5556)

Adt n<sup>o</sup> 157 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (renforcement des pouvoirs du préfet en matière d'application de l'article 55 de la loi SRU) (p. 5555) : rejeté (p. 5556)

Adt n<sup>o</sup> 75 de M. Jérôme Cahuzac (conditions d'exonération de la redevance audiovisuelle) (p. 5556) : rejeté (p. 5559)

Adt n<sup>o</sup> 91 de M. Lionnel Luca (exonération de redevance audiovisuelle pour les personnes âgées non imposables sur le revenu) (p. 5556) : retiré (p. 5559)

Adt n<sup>o</sup> 74 de M. Jérôme Cahuzac (pérennisation de l'exonération de la redevance audiovisuelle pour les personnes âgées à faibles revenus) (p. 5556) : rejeté (p. 5559)

Adt n<sup>o</sup> 175 du Gouvernement (exonération de redevance audiovisuelle pour les personnes âgées disposant de faibles revenus) (p. 5556) : adopté (p. 5559)

Adt n<sup>o</sup> 72 de M. Jérôme Cahuzac (exonération de redevance audiovisuelle pour les bénéficiaires de l'allocation de solidarité spécifique) : rejeté (p. 5559)

Adt n<sup>o</sup> 73 de M. Jérôme Cahuzac (exonération de redevance audiovisuelle pour les étudiants boursiers) : rejeté (p. 5559)

Adt n<sup>o</sup> 55 de M. Jean Gaubert (prohibition de la pratique des dates de valeurs pour les opérations de paiement ou de retrait) (p. 5559) : rejeté (p. 5560)

Adt n<sup>o</sup> 49 de M. Jean Gaubert (fichier des personnes endettées indisponible aux établissements de crédits) (p. 5559) : rejeté (p. 5560)

Adt n<sup>o</sup> 18 de Mme Martine Billard (contrat de location et obligations du bailleur : responsabilité en matière d'isolation et bon rendement énergétique) : rejeté (p. 5560)

Adt n<sup>o</sup> 17 de Mme Martine Billard (gel des loyers locatifs privés pendant deux ans) (p. 5560) : rejeté (p. 5562)

Adt n<sup>o</sup> 145 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (gel des loyers locatifs privés pendant un an ; rapport au Parlement sur les conséquences des hausses de loyer) (p. 5560) : rejeté (p. 5562)

Adt n<sup>o</sup> 19 de Mme Martine Billard (rapport au Parlement sur la création d'un fonds de reconversion du chauffage au fioul vers des énergies renouvelables) : rejeté (p. 5562)

Adt n<sup>o</sup> 23 de M. Jean-Pierre Decool (prime exceptionnelle pour les salariés d'une entreprise pratiquant l'intéressement, la participation ou le plan d'épargne) : retiré (p. 5562)

Adt n<sup>o</sup> 146 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (plafonnement du loyer en cas de changement de locataire) (p. 5562) : rejeté (p. 5563)

*Article 4 (nouveau dispositif d'indexation des loyers) (p. 5563) : adopté après modification (p. 5565)*

Interventions : M. Jérôme Chartier (p. 5563) ; M. Frédéric Lefebvre (p. 5564)

Adt n<sup>o</sup> 20 de Mme Martine Billard (p. 5563)

Adt n<sup>o</sup> 147 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (p. 5563)

Adt n<sup>o</sup> 162 de M. Pierre Morange (p. 5564) : adopté (p. 5565)

*Article 5 (réduction du montant maximum du dépôt de garantie exigible par le bailleur) (p. 5565) : adopté après modification (p. 5570)*

Interventions : Mme Françoise Branget (p. 5565) ; M. Jérôme Chartier (p. 5566 et s.) ; Mme Christine Boutin (p. 5566) ; M. Jean-Yves Le Bouillonnet (p. 5567 et s.) ; M. Claude Goasguen (p. 5568) ; Mme Martine Billard (p. 5568)

Adt n° 128 de M. Michel Raison (p. 5565)

Adt n° 96 de M. Frédéric Lefebvre (p. 5565) : adopté après modification (p. 5569)

Sous-adt n° 176 du Gouvernement (p. 5565) : adopté (p. 5569)

Adt n° 3 rectifié de la commission des finances (p. 5569)

Adts n°s 148 à 151 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (p. 5569 et s.)

#### Après l'article 5

Adt n° 4 de la commission des finances (attestation justifiant que le locataire est à jour de paiement de loyer et de charges) : retiré (p. 5570)

Adt n° 97 de M. Jérôme Chartier (attestation justifiant d'un solde intermédiaire de paiement de loyer et de charges) : retiré (p. 5570)

Adt n° 152 de M. François Brottes (colocation dans le parc social public) (p. 5570) : rejeté (p. 5571)

Adt n° 153 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (rapport au Parlement sur les moyens à mettre en œuvre pour limiter la part du budget des ménages consacrée au logement) : rejeté (p. 5571)

Adt n° 154 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (suppression de la déduction des revenus nets imposables liée à l'acquisition d'un logement neuf ou en état futur d'achèvement dite "amortissement de Robien") (p. 5571) : rejeté (p. 5572)

Adt n° 160 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (diminution des conditions de ressources ouvrant droit à l'avance remboursable sans intérêt et augmentation de son montant) : rejeté (p. 5572)

Adt n° 159 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (taux réduit de TVA pour les achats et travaux de construction effectués par les bénéficiaires de prêts immobiliers sans intérêt) : rejeté (p. 5572)

Adt n° 125 de Mme Françoise Branget (déductibilité du revenu imposable des cotisations versées par un retraité à un organisme de prévoyance complémentaire) (p. 5572) : retiré (p. 5573)

Adt n° 123 de Mme Françoise Branget (exonération de cotisations d'assurance vieillesse pour les personnes cumulant emploi et retraite) (p. 5572) : retiré (p. 5573)

Adt n° 92 de M. Thierry Lazaro (taux réduit de TVA sur les frais funéraires) : rejeté (p. 5573)

#### Explications de vote et vote [20 décembre 2007] (p. 5573)

Mme Martine Billard (p. 5573) ; M. Jean-Yves Le Bouillonnet (p. 5574) ; M. Frédéric Lefebvre (p. 5574)

#### Vote des groupes

Groupe Gauche démocrate et républicaine : contre : Mme Martine Billard (p. 5574)

Groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche : contre : M. Jean-Yves Le Bouillonnet (p. 5574)

Groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire : pour : M. Frédéric Lefebvre (p. 5574)

#### Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 5574)

Intervention du Gouvernement à l'issue du vote : M. Roger Karoutchi (p. 5574)

#### EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

#### Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [31 janvier 2008] (p. 659)

Présentation du rapport de la commission mixte paritaire

M. Georges Colombier (p. 659)

Discussion générale

M. Frédéric Lefebvre (p. 660) ; M. Gérard Bapt (p. 663) ; M. Roland Muzeau (p. 664) ; M. Jérôme Chartier (p. 666)

Intervention du Président de la commission mixte paritaire

M. Pierre Méhaignerie (p. 667)

Intervention du Gouvernement

Mme Christine Boutin (p. 668)

#### Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [31 janvier 2008] (p. 670)

#### Vote des groupes

Groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire : pour : M. Frédéric Lefebvre (p. 663)

Groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche : contre : M. Gérard Bapt (p. 664)

Groupe Gauche démocrate et républicaine : contre : M. Roland Muzeau (p. 666)

#### Adoption de l'ensemble du projet de loi, compte tenu du texte de la commission mixte paritaire (p. 670)